1,5 € - N°116 23 fév. 2023

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

Le 7 mars, on met le pays à l'arrêt

le 8 avec les femmes, le 9 avec les jeunes, on continue !

NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Le NPA continue

Lors du congrès du NPA en décembre 2022, l'ancienne direction, devenue majoritaire après l'exclusion-rupture des camarades du courant Révolution permanente, a fait le choix irresponsable d'organiser la scission du NPA, prétextant des divergences politiques et un fonctionnement interne de l'organisation qui d'après elle rendaient impossible de continuer à militer ensemble.

Détenant la presse, les finances, les locaux et la notoriété de ses porte-parole Philippe poutou et Olivier Besancenot, cette scission n'est autre que l'exclusion de plus de la moitié de ses militants qui combattent sa politique d'alliance avec la LFI et la NUPES, et qui, refusant ce coup de force, ont décidé de continuer le NPA.

C'est cette politique d'alliance que Philippe Poutou a commencé à mettre en œuvre il y a deux ans aux Municipales à Bordeaux avec Bordeaux en lutte, puis aux Régionales de 2021, et qui a été généralisée aux Législatives de 2022 avec l'appel à voter pour les candidats de la NUPES, y compris contre certains candidats du NPA. Cette politique s'est traduite à la Présidentielle par la défense de la construction d'une « gauche de combat » avec des morceaux ou nouvelles moutures populistes de la gauche institutionnelle.

L'ancienne direction a voulu imposer à toute l'organisation cette orientation. Elle tourne le dos au projet qui était celui du NPA à sa fondation, regrouper les anticapitalistes et révolutionnaires, tous courants nationaux et internationaux confondus, « *pour la transformation révolutionnaire de la société* », un projet qui a fait son originalité, sa richesse et sa dynamique.

La scission du NPA affaiblit l'ensemble de l'extrême-gauche au moment où le regroupement des révolutionnaires et de toutes celles et ceux qui veulent changer le monde s'impose comme une nécessité, alors que le capitalisme à bout de souffle engendre une régression sociale généralisée, un monde de prédation, de guerres et de dévastation de la planète.

Le NPA 33 fait le choix de continuer le NPA, de le refonder autour de son projet initial de rassemblement démocratique des anticapitalistes et révolutionnaires. Nous voulons continuer à œuvrer à la construction de rapports démocratiques, non seulement entre militant·e·s révolutionnaires de toutes tendances mais aussi avec toutes celles et ceux avec qui nous militons au quotidien sur nos lieux de travail, de vie ou d'études, dans nos syndicats et associations, dans nos mobilisations et nos luttes, dans la perspective de construire un parti indépendant des institutions, pour nos luttes, pour la transformation révolutionnaire de la société, pour le socialisme et le communisme.

Le comité de rédaction de la revue – janvier 2023

Rendez-vous sur le site national du NPA :

https://nouveaupartianticapitaliste.fr

SOMMAIRE

Edito p.3

Nos vies, pas leurs profits p.4-7
- Débattre, s'organiser, converger pour construire le mouvement à la base
- Collectif de Bassens : pour contribuer, tous ensemble, à mettre le pays à l'arrêt !
- Collectif de lutte rive droite
- Safran EPS Mérignac, grève pour les salaires, Saipol engrange...
- Les salariés de Magna dans la bataille des retraites

Dans la jeunesse p.8
- Fac de Bordeaux, ce n'est qu'un début, continuons le combat !
- La précarité étudiante et le mépris du pouvoir

Dans la santé p.9
- Grève reconductible à l'Ehpad « Les jardins de l'Alouette » à Pessac
- Clinique Bordeaux Nord : « Macron si tu savais, ta retraite, ta retraite...»
- Orpéa : l'Etat et la CDC à la rescousse des actionnaires

Nos vies, pas leurs profits p.10-11
- Monnaie de Pessac - NAO : la direction inquiète de la mobilisation
- Après un mois de grève à Sanofi
- Cenon : soutien du bout des lèvres du maire à la mobilisation
- CGI, Cap Gemini, Atos... même combat
- Dans l'enseignement privé aussi... en lutte contre la réforme des retraites

Leur société p.12-13
- Guyenne Handi Nage : 1 ; Mairie de Bordeaux : 0
- On ne se nourrit pas de promesses
- Pas de chauffage... Inadmissible !
- Keolis-Métropole : le parasitisme des délégations de service public

Féminisme p.14
- Un cortège féministe dans les manifestations
- L'extrême droite attaque une nouvelle fois le planning familial

Politique locale p.15
- Urgence pour les collectivités !
- Dissolution de « Bordeaux Nationaliste et concurrence réactionnaire

A lire p.16
- *Là où nous dansions* de Judith Perrignon

Abonnez-vous

à **ANTICAPITALISTES !**

le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Paiement des abonnements par chèque à l'ordre de Monica Casanova., en précisant Nom , prénom, e-mail et adresse.

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 39 rue de Navarre - 33000 BORDEAUX - 07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau -23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

Le 7 mars, on met le pays à l'arrêt Le 8 avec les femmes, le 9 avec les jeunes... on continue !

« *Il faut travailler un peu plus longtemps en moyenne, tous, car sinon on ne pourra pas bien financer nos retraites* »… « *Si on ne produit pas de richesse on ne peut pas la distribuer* » a déclaré Macron. Sans blague ! D'où viennent donc les milliards de bénéfices qu'annoncent aujourd'hui tous les grands groupes, Total, Engie, Safran, etc. et les records de dividendes que ces mêmes multinationales distribuent à leurs grands actionnaires ? Bel et bien de l'exploitation du travail des millions de travailleuses et de travailleurs. Une exploitation que les capitalistes et les Macron, Borne, Dussopt and Co à leur service veulent intensifier encore !

C'est bien contre ce mépris, ce cynisme, ces mensonges et les profits que la détermination se renforce depuis le 19 janvier pour le retrait de la réforme des retraites.

Les vacances n'ont rien changé, de nouveaux secteurs entrent dans la bataille dans toutes les villes jusqu'aux plus petites. La jeunesse a commencé à y prendre sa place dans les facs, les lycées, les manifestations...

Mais tout le monde sait que les manifestations, aussi énormes soient-elles, ne suffiront pas pour gagner. Et si les directions syndicales, à qui Macron ne veut rien lâcher, appellent aujourd'hui à « *mettre le pays à l'arrêt* », la question est dans toutes les têtes, comment y arriver, et après ?

« *Producteurs sauvons-nous nous-mêmes* » (L'Internationale)

Le 7 mars va être une étape vers le durcissement et l'affrontement avec le pouvoir. Il nous faut la préparer. Son succès donnera confiance, va permettre au plus grand nombre de prendre conscience de notre force collective. Quand celles et ceux qui produisent tout arrêtent, plus rien ne fonctionne !

La séquence parlementaire qui vient de s'achever ne peut que conforter tous ceux qui ne comptent que sur la lutte collective et la mobilisation des travailleur.es et de la population elle-même pour transformer le rapport de forces. La farce parlementaire a fait long feu, l'article sur les 64 ans n'a même pas été discuté à l'Assemblée.

Quant aux directions syndicales, qui reprochent aux députés une agitation stérile, leurs perspectives se situent dans le cadre du « *dialogue social* » que leur refuse Macron et qu'elles rêvent de reprendre. Mais il n'y aura pas d'issue sur le terrain institutionnel : c'est notre nombre, notre révolte, notre détermination et notre capacité à nous organiser nous-mêmes qui font la force du mouvement.

Vers la généralisation de la grève

La révolte qui s'exprime est une révolte globale contre l'exploitation, contre une société sans avenir. Elle va bien au-delà des retraites et concerne les salaires, le pouvoir d'achat, les conditions de travail et de vie. Dans les entreprises du privé comme du public, des grèves éclatent depuis des mois pour exiger des augmentations, des embauches, pour d'autres conditions de travail, pour être respecté.es, encouragées par le mouvement général.

Il y a un climat de contestation globale contre ce système d'exploitation qui ruine nos vies au profit des grands groupes capitalistes, des marchands de canons, pour continuer à faire tourner coûte que coûte la machine à profits.

La Bourse atteint des sommets historiques, les profits battent des records absolus tels ceux de Total (20 milliards d'euros). Mais il n'y a pas d'argent pour les retraites, les salaires, les chômeurs, les services publics ?

C'est cette prédation et tout leur système qui sont contestés et vomis par beaucoup !

S'organiser démocratiquement

Dans les entreprises, les manifestations, les quartiers se discutent et s'organisent les étapes suivantes de la lutte. Les assemblées générales, les collectifs, des sections syndicales, des groupes de salarié.es ou d'étudiant.es discutent démocratiquement de comment élargir encore le mouvement, convaincre ses collègues, prennent des initiatives.

Cette démocratie est indispensable pour prendre en main nous-mêmes notre mouvement, le diriger avec nos propres méthodes, notre propre stratégie, et préparer l'affrontement avec Macron et son monde, pour un monde plus juste, plus solidaire.

Alors oui, mettons « le pays à l'arrêt » jusqu'au retrait. Inversons le rapport de forces !

Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org - 07 83 64 43 49

www.npa33.org

Débattre, s'organiser, converger pour construire le mouvement à la base

Depuis le début du mouvement, un peu partout, des initiatives se prennent pour essayer de regrouper localement les militantes et militants de la lutte. Souvent à partir de liens tissés lors des mouvements précédents, en particulier en 2019 lors de la précédente lutte contre la réforme des retraites et contre les E3C et la réforme du Bac dans les lycées. Mais aussi les liens tissés lors du mouvement des Gilets jaunes, entre des militants syndicaux lutte de classe regroupés un temps dans l'« alter-syndicale de lutte » ou d'autres collectifs. Avec partout cette conviction que le mouvement s'écrit à la base, en profondeur, que ces liens sont indispensables pour élargir la lutte, pour organiser des actions mais aussi pour débattre. Car enraciner le mouvement, l'étendre, le généraliser, cela veut dire prendre confiance dans notre force collective, nos possibilités et pour cela comprendre les données de la situation, mesurer les enjeux, les difficultés.

Cette volonté, ces préoccupations traversent le collectif de Bassens qui regroupe Gilets jaunes et syndicalistes, les collectifs de lutte et de mobilisation de Mérignac, de la Rive droite, de Pessac, de Haute Gironde, mais aussi les Unions locales telle l'UL de Bordeaux Nord CGT qui a pris des initiatives avec des militants SUD PTT ou l'UL de la Presqu'ile qui a organisé des diffusions en intersyndicale devant Michelin, et nombre de sections syndicales. Dans tous les groupes militants, quelle que soit leur taille, les débats sont enthousiastes et riches de questionnements. Il y a le besoin de comprendre, pourquoi Macron n'offre-t-il aucune prise aux directions syndicales, poussant même un Berger à envisager le « *blocage du pays* » ? Qu'est-ce qui a changé ? Qu'est-ce que cela nous dit de la nature de l'affrontement en cours ? Que penser de l'attitude des députés de la Nupes, de l'agitation au Parlement qui semble bien vaine à beaucoup ? Quel danger représente le RN ? Comment nous, travailleur.e.s, pouvons changer le cours des choses, pourquoi est-il indispensable de prendre nous-mêmes l'initiative, le contrôle du mouvement ?

Ces débats accompagnent la préparation de chacune des initiatives. Ils nous permettent de prendre ensemble la mesure de la situation et d'agir, militant·e·s organisé.es ou non, syndiqué·e·s ou non, militant·e·s politiques, gilets jaunes, jeunes s'éveillant à la lutte sociale et politique.

Les configurations sont différentes mais le même besoin s'exprime partout : être actrices et acteurs de notre vie, de nos luttes, se serrer les coudes, débattre en toute liberté et respect, en toute démocratie et nous coordonner, faire converger nos colères, nos idées, nos enthousiasmes et nos initiatives en toute indépendance de tous ceux qui prétendent parler à notre place et voudraient nous contenir sur le terrain institutionnel, qu'il soit parlementaire ou du « dialogue social »…

Isabelle Ufferte

Collectif de Bassens : Pour contribuer, tous ensemble, à mettre le pays à l'arrêt !

Le soir de la première grande manif du 19 janvier, une cinquantaine de personnes s'est retrouvée après des heures de marche sous une pluie glacée, à l'appel du Collectif dont des milliers de tracts avaient été distribués dans le cortège. Une AG très courte, sous l'œil de plusieurs fourgons de CRS, où nous avons décidé de bloquer le HLU.

En soutien aux luttes

Dans cette plateforme de distribution de colis de La Poste au nord de Bordeaux, des employés débrayaient depuis deux mois avec des piquets réguliers devant le local syndical. Ils exigeaient d'avoir 7 € d'augmentation comme leurs collègues postiers du même site en exprimant aussi leur colère contre les conditions de travail, la pression de la maîtrise.

Ne pouvant bloquer eux-mêmes le site sous peine de licenciement pour cause de « *service public* », ils ont fait appel au Collectif dont certains membres étaient passés les voir au piquet. Des camarades de la FAPT-CGT et de Sud-PTT ont fait le lien en venant au petit matin du 20 janvier nous aider à organiser le blocage qui s'est fait avec une trentaine de personnes devant le portail.

La jeune équipe de grévistes combatifs a été heureuse d'apprendre, par leur intermédiaire, que l'opération s'était bien passée. Ils ont débrayé en suivant en pourrissant définitivement la journée de leur Direction qui a fait venir la police pour nous déloger.

Avec cette action, le Collectif s'est renforcé dans son rôle de sou-

tien aux luttes, avec une nouvelle action en concertation avec des grévistes.

Dans la bagarre contre la réforme des retraites

Des membres du Collectif se sont ensuite rendus dans les réunions d'autres Collectifs redynamisés ou reconstruits à la faveur du mouvement, conscients qu'il pouvait aider partout à s'organiser en dehors des seules journées appelées par l'intersyndicale. Cela a renforcé des liens voire permis des actions communes avec le Collectif Rive Droite, le Collectif interpro de Mérignac et le Collectif de Luttes Sociales de Haute Gironde.

Dans les manifestations, le Collectif a regroupé à chaque fois plusieurs dizaines de personnes derrière sa banderole « *Tous ensemble pour un monde meilleur* », dont beaucoup de Gilets jaunes.

Pour préparer la manifestation de samedi 11 février, nous avons pris l'initiative d'une « *marche aux flambeaux contre une retraite en lambeaux* » la veille, appelée aussi par d'autres Collectifs et syndicats dont la CGT Energie et Educ'Action, mais aussi le NPA et Révolution Permanente, avec le soutien de la FSU. A l'intersyndicale girondine, la CGT, la CCC ? et FO ont exprimé leur défiance contre cette initiative populaire qui leur échappait. Pour les participants, cela a été une belle réussite, péchue et festive. Les énergéticiens ont éteint l'éclairage public sur notre passage. De nombreux commerçants et passants ont exprimé leur approbation.

Des liens se sont aussi tissés avec l'UL CGT de la Presqu'île. Des membres du Collectif sont venus prêter main forte à ses distributions de tracts de l'intersyndicale dans la zone portuaire et devant l'usine Michelin à Bassens, ce qui a entraîné la CDFT devant l'usine et une dizaine de grévistes à la manif, ce qui n'était pas arrivé depuis longtemps.

A l'heure où nous écrivons, le Collectif se prépare à organiser une AG large et interpro après la manifestation du 7 mars pour que celles et ceux qui veulent aller plus loin dans la grève et le blocage du pays puissent se retrouver et envisager ensemble une suite.

Laurent et Mónica

Collectif de lutte rive droite

Dès le lancement du mouvement avec la manif du 19 janvier, le collectif rive droite, issu de 2019, s'est relancé avec une quinzaine de participants, principalement enseignants et gilets jaunes. A l'issue d'une journée du 19 impressionnante, nous avons discuté de comment convaincre et entrainer nos collègues dans la lutte pour le retrait, jusqu'à satisfaction. Comme partout, chacun est devenu spécialiste du projet, et a discuté en marchant les mensonges du gouvernement, son cynisme et son mépris. La belle réussite du 31 a encouragé… sans décourager celles et ceux à qui on disait qu'avec les vacances scolaires tout allait s'arrêter. Malgré les vacances, le collectif a continué à se réunir, à organiser des tractages pour les manifs suivantes, pour s'adresser à la population.

La recherche des liens avec d'autres secteurs, d'autres collectifs a rapidement été posée, le lien se faisant naturellement avec le collectif de Bassens, avec qui nous avons organisé la marche aux flambeaux. Une recherche d'association que nous avons reprise pour la préparation du 7, « *la mise à l'arrêt du pays* », en proposant à l'intersyndicale interpro 33 de soutenir et de s'associer à nos actions : manif le 25, nouvelle marche aux flambeaux, rassemblements… Sans surprise, nous avons essuyé le mépris de l'intersyndicale pour les collectifs, en dehors de la FSU qui a porté notre demande et de Solidaires. Des actions se sont aussi organisées avec l'UL-CGT de la Presqu'île devant l'entreprise Michelin et se discute une campagne en direction des jeunes de la rive droite, devant leurs lycées. Nous préparons une fête de la lutte pour le 4 mars à Lormont.

L'enjeu est maintenant de convaincre les collègues de l'éducation de fermer les bahuts le 7 et reconduire la grève, tout le monde étant convaincu qu'il n'y a que la grève, le blocage du pays qui pourra faire reculer Macron.

Christine Héraud

Safran Electrical and Power-Service Mérignac

3ème semaine de grève reconductible pour des augmentations de salaire, pas pour des primes !

Au moment où nous écrivons, nous en sommes à notre 11ème jour de grève reconductible et nous revenons ce mardi 21 février d'une action à Toulouse devant le siège de Safran où nous sommes allés à 8 de Mérignac, au total une cinquantaine avec des collègues et camarades de Toulouse et Marseille. Depuis le mardi 7 février, journée de mobilisation des retraites, un petit groupe de salariés a prévenu la direction qu'il se mettait en grève pour 200 € nets mensuels d'augmentation générale pour tous (AG) et pour une durée indéterminée. Inédit !

La grève illimitée travaillait les têtes depuis un moment (voir *Anticapitalistes !* de janvier 2023) et comme l'intersyndicale, au niveau du groupe comme au niveau de notre société, faisait trop longuement attendre des appels qui dépassent de simples débrayages d'une heure... l'initiative a été prise !

Nous avons été une vingtaine de salarié.e.s, dont la CGT sur le site, à emboiter le pas aux intrépides. Le plus grand nombre d'entre nous est en sous-traitance chez Dassault Mérignac. Nous représentons presque 40 % des CDI du site de Mérignac.

Des régressions qui enragent

Dans les NAO, la 1ère proposition de la direction à 1,7 % d'AG qui ne couvre pas l'inflation de 5,9 % nous a fait dégoupiller. Idem pour la 2ème à 2,4 %. Nous faisons depuis des années tous les efforts accentués par la crise covid : en sous-effectif chronique, des AG minables, des promesses de promotion jamais exaucées, un accord de compétitivité qui a imposé des reculs comme la fin de l'indemnisation des kilomètres qui fait mal pour ceux qui vivent loin… Des régressions qui enragent !

Un passage de la direction contre-productif

La direction du siège qui s'est déplacée depuis Toulouse, le mercredi 8, et la direction locale, le jeudi 9, nous ont tenu le même discours : ils entendaient notre « *ressenti* »... mais nous avions quand même eu des augmentations et des primes en 2022 ! Face au mépris, nous avons rétabli quelques vérités : c'est par la mobilisation pour des AG en 2022 que le groupe SAFRAN a concédé 60 € bruts en juillet et une prime de partage de la valeur de 750 € en décembre 2022. Le passage de la direction a décuplé la colère et la détermination pour des AG, pas pour des primes !

La vie du piquet de grève

Donc, depuis mercredi, tous les jours, nous tenons un piquet de grève devant l'agence de Mérignac : nos copains CGTistes de Dassault Mérignac participent aux discussions, respectueux de cette lutte qu'ils aident avec leur expérience et leurs idées. Vendredi 10, c'est le collectif de l'USTM33 qui venait nous soutenir financièrement et ce jour là on actait l'ouverture de la caisse de grève. Nous échangeons avec tous nos multiples soutiens mais chaque décision est prise par les grévistes en assemblée générale. « *C'est sérieux et joyeux* » disait un camarade de Dassault Martignas. Et chaque gréviste est devenu un.e militant.e de la lutte.

Nos décisions d'action

Le lundi 13, dans le froid atténué par un énorme braséro des camarades de Dassault Mérignac, nous diffusions, en leur présence et celle d'autres camarades de la CGT, un tract à l'adresse des salariés de Dassault et des autres sous traitants avec banderole « *pas de pognon, pas d'avions* ». La direction de Dassault n'est pas ravie parce que la grève met un coup de frein au Falcon 6X n°4 qui doit se présenter flambant neuf au salon de Las Vegas en octobre 2023 et notre direction a la pression de pénalités de retard. Touchés ! Un copain gréviste disait « *pour nous c'est une 1ère, mais faut pas croire, pour eux aussi !* »

Jeudi 16, 8ème jour de grève, nous étions à la manifestation pour la défense des retraites avec notre banderole et la caisse de grève. Idée d'un camarade dont on s'est emparé pour récolter quelques sous. Grand moment : les quelques grévistes qui s'étaient engagés à être présents ont été touchés par la solidarité que nous avons déclenchée.

Nos perspectives d'élargissement

Evidemment nous avions fait le pari que notre grève ferait tâche d'huile assez vite dans tout notre établissement et qu'elle se généraliserait au-delà. Une première étape est franchie avec la journée réussie à Toulouse... qui nous encourage à pourusivre la grève pour cette 3ème semaine. Nous sommes tous conscients qu'avec tous les chantiers que notre direction remporte, nous aurions entre les mains un fabuleux moyen de pression pour renverser la vapeur.

A suivre…

Correspondante

Saipol engrange... Pierre et Paul travaillent sur les lignes

Le 31 janvier, s'est terminée la seconde réunion des NAO avec 5 % d'AG (Augmentation Générale), n'arrivant même pas à l'inflation supposée de l'INSEE. La CGT n'a pas signé et s'est opposée aux primes, sur lesquelles on ne cotise pas à la retraite.

La tension était déjà palpable, elle est devenue insupportable.

Le patron soigne ses cadres. Déjà en fin d'année dernière nous apprenions qu'ils s'étaient vu octroyer une prime de productivité sur l'année écoulée alors que l'entreprise avait affiché un résultat estimé à 117 millions... Au mois de janvier le directeur du site les a invités en catimini une demi-journée à une réunion... (golf virtuel), sûrement pour se congratuler de la magnifique prime qu'il avait obtenu et mettre les moyens pour en avoir une plus belle pour l'année en cours... L'info a vite fait le tour des ateliers et les vannes n'ont pas arrêté de fuser... tous les cadres qui passaient y avaient droit.

Les salariés ont décidé de travailler au prorata de leur maigre augmentation, d'autant plus que depuis plusieurs années les AG sont toujours en dessous de l'inflation.

Lors d'un audit par une entreprise extérieure pour certifier la qualité de production, les opérateurs qui étaient invités à épauler les cadres dans l'explication de leurs ateliers... se sont tous évaporés juste avant l'arrivée du client !

Dès qu'un cadre nous demande une tâche, nous faisons mine de pas comprendre ou nous invoquons ici un échafaudage non conforme, plus de gants au magasin, pour le faire attendre plusieurs heures avant qu'il le fasse lui-même.

Le repas de début d'année (réunion camembert maquillée) initié par le directeur a lui aussi été boycotté par une majorité.

C'est une fronde à laquelle l'encadrement n'est pas habitué et elle n'est pas près de s'arrêter tellement la colère est grande. Pour le moment, les cadres n'osent même plus trop monter en salle de contrôle pour donner leurs consignes. Ils le font par mail, plus sûr !

La réforme des retraites en rajoute à la révolte, avivée tristement par la mort récente d'un camarade à un an de prendre sa retraite ! C'est pour cela qu'à l'appel des syndicats nous avons été nombreux à participer à la grève et aux manifestations.

Un salarié de l'entreprise

Les salariés de Magna en plein dans la bataille des retraites

La lutte pour les retraites a été dans l'entreprise une occasion d'importantes mobilisations pour les salariés. Depuis le début des journées d'actions, les différentes occasions de manifester ont été un succès. A l'appel de la seule CGT au début et de l'intersyndicale ensuite, les journées de manifestations ont vu bon nombre de salariés dont beaucoup de non syndiqués, faire grève et manifester. Dans ces périodes, il y a eu jusqu'à 78 % de grévistes, cela faisait longtemps que l'on n'avait pas vu ça.

Le cortège Magna derrière sa propre banderole a rassemblé une centaine de travailleurs à chaque fois. Une première pour beaucoup et pour certains cela faisait du bien de voir et de vivre la solidarité de ceux qui créent les richesses et qui luttent pour leur dignité. Les attaques incessantes contre nos conditions de vie, nos salaires avec l'inflation, l'avenir hypothéqué par les choix de nos patrons, la richesse provocante des spéculateurs qui font du fric sur la situation de guerre en Europe révolte beaucoup de monde. Ces journées sont de bonnes occasions de manifester notre mécontentement. Beaucoup de salariés ont participé à ces manifestations au moins une ou deux fois, cela dépendant souvent du salaire et de la disponibilité.

Il faut dire que la situation de l'avenir des emplois dans l'entreprise pèse largement et travailler encore des années supplémentaires quelles que soient les conditions ne fait pas rêver. Les promesses de nos patrons ne motivent personne et nous voyons bien qu'il n'y a pour le moment rien de satisfaisant pour assurer notre avenir. La production va chuter dès le mois de juin sans perspectives. Nos conditions de travail se dégradent, il faut produire malgré les pannes. Dans certains secteurs « critiques », comme le TTH (traitement thermique), un four peut être cannibalisé pour réparer l'autre. La sécurité des machines est altérée pour sortir des pièces coûte que coûte. Partout la qualité des productions passe au second plan pour sortir de la pièce. Ce climat pèse lourd.

Les NAO ont commencé et la direction a proposé lors de la première réunion des augmentations générales (1,2 %) et individuelles (0,5 %) couplées avec une prime Macron (450 euros) avec comme alternative de remplacer l'augmentation générale par une unique prime macron de 1500 euros. Ce n'est pas satisfaisant, ce n'est pas des primes qu'il nous faut c'est du salaire. Dans ce contexte de mobilisations, ce sera peut-être une bonne occasion de rappeler à la direction que notre avenir nous concerne et que nous sommes mobilisés pour les retraites et aussi l'emploi et les salaires.

Correspondants

Fac de Bordeaux : ce n'est qu'un début, continuons le combat !

Depuis la première manifestation contre la réforme des retraites du 19 janvier, un vent de révolte commence à souffler sur les universités bordelaises. Les 31 janvier, 7, 11 et 16 février, des centaines de jeunes se sont retrouvés pour dire leur mécontentement dans des cortèges mêlant étudiants, jeunes travailleurs et lycéens.

Certain.e.s ont déjà commencé à s'organiser contre la réforme sur leurs lieux d'études. Entre janvier et février, de premières assemblées générales ont rassemblé chacune près de 250 étudiant.e.s sur les campus des facs de lettres, de sociologie-psychologie et de sciences politiques. Des « comités de mobilisations » petits mais déterminés ont commencé à émerger. Si, pour le moment, ces comités rassemblent majoritairement des militant.e.s, d'autres étudiant.e.s ont commencé à les rejoindre et se mettent à discuter de cette situation dans leurs promotions et lors de diffusions de tracts.

Il faut dire qu'une colère sourde commence à monter chez les jeunes. Chez de nombreux étudiant.e.s, on sent encore une certaine résignation : « *qu'est-ce qu'on peut y faire* ? », « *de toute façon, on aura jamais de retraites* ». Mais si la mobilisation sur les facs reste encore relativement faible, beaucoup suivent de près les manifestations et cherchent à discuter de leur rage contre cette réforme, contre cette situation de pire en pire pour les travailleurs et les précaires. Beaucoup se demandent s'il est possible de faire reculer le gouvernement. Ils sont aussi plusieurs à avoir lu les aveux d'un député macroniste dans les médias : « *Que la jeunesse bloque, c'est notre hantise, le ministre de l'Éducation en parle sans arrêt* ». Et ils ont bien raison, avec les étudiants aux côtés des travailleurs dans la rue, nous pouvons faire reculer Macron et le patronat, et cette victoire pourrait en entraîner d'autres !

Joseph Caïphe

La précarité étudiante et le mépris du pouvoir

En 2020, 40 % des étudiants exerçaient une activité rémunérée pendant l'année universitaire. Pour plus de la moitié d'entre eux, cette rémunération était nécessaire pour vivre ; 48 % en percevaient des effets négatifs sur leurs études. Dans une université déjà inégalitaire (seulement 11 % des étudiants sont issus des classes ouvrières), la majorité des étudiants sont tout de même obligés de travailler pour espérer mener à bien leurs études.

Chargée de cours à l'université de Bordeaux depuis cinq ans, il n'est pas rare que mes étudiants s'absentent lors d'enseignements obligatoires, ne pouvant faire coïncider leurs emplois du temps universitaire et professionnel, et mettant ainsi en péril la validation de leur année. Malgré des aménagements possibles, force est de constater que cette double charge de travail entrave gravement leur parcours d'étude.

Un récent article fait le point sur le recours à l'aide alimentaire des étudiants de l'université de Bordeaux : en 2022, plus de 2500 d'entre eux étaient concernés.

L'université a fait un appel aux dons pour que les distributions alimentaires se poursuivent. Un appel aux dons : voilà un reflet net de la démission du politique, qui laisse ce problème, immense et révoltant, au bon vouloir et à la générosité de quelques mécènes.

Macron a admirablement résumé la visée purement utilitaire des études universitaires, qui doivent être mises au service du capitalisme : les jeunes doivent accéder le plus tôt possible au marché du travail. Il déplore les 50 % d'étudiants ne se présentant pas aux examens de 1ère année… Mais est-il possible de se présenter à un examen lorsqu'on a été contraint de manquer la moitié des cours ? Lorsqu'on a assuré des livraisons de repas à vélo les soirs et les week-ends, passé des heures derrière une caisse de supermarché, etc. ?

Pourquoi tant de mépris de la part du politique, qui ne cesse d'affirmer que la jeunesse est l'avenir de la nation, et l'éducation sa priorité ? L'université socialise ses étudiants par des savoirs qui les aident à penser le monde et la place qu'ils y occupent, et forgent leur esprit critique. Il est vrai qu'il est dangereux, pour un pouvoir répressif, couard et élitiste, que d'avoir affaire à une population éduquée, et non simplement employable sur le marché du travail.

Iaso

Grève reconductible à l'Ehpad « Les jardins de l'Alouette » à Pessac

A l'hôpital Xavier Arnozan de Pessac, qui dépend du CHU, le personnel de l'Ehpad est en grève reconductible depuis le 2 février.

Les aides-soignantes, infirmières, agents de services hospitaliers dénoncent des conditions de travail devenues insupportables, elles et ils exigent le remplacement des absences (qui correspondent actuellement à 11 % du personnel) mais aussi la réévaluation du taux d'encadrement des résidents. A titre d'exemple, chaque aide-soignante (AS) s'occupe actuellement de 15 à 17 résidents le jour (chaque unité héberge 15 personnes de façon permanente et dispose de 2 places pour des hébergements temporaires)… chiffre qui monte la nuit à 45 à 51 résidents puisqu'il y a une seule AS pour les trois unités qui composent l'Ehpad.

Cet Ehpad reçoit des personnes âgées ayant des troubles cognitifs qui demandent beaucoup d'attention et de soins mais étaient pour la plupart d'entre elles valides quand l'Ehpad a ouvert il y a quelques années. Sauf qu'aujourd'hui, nombre d'entre elles ne le sont plus et le nombre de personnels n'a pas évolué.

Les banderoles installées à l'entrée de l'hôpital dénoncent la « *maltraitance* » que subissent les personnes âgées et les agents, le manque d'AS, d'IDE mais aussi de temps médical (un seul médecin qui prend un mi-temps, toujours pas compensé), d'assistante sociale pour accompagner les familles…

Vendredi 17 février, la CGT appelait à un rassemblement de soutien devant les portes de l'hôpital. A côté d'une partie des salariées grévistes, nous étions nombre de militant.es du CHU mais aussi de l'Energie, de la Poste, des jeunes, des militants de RP, du NPA, de LFI venu.es apporter notre soutien et faire le lien entre tous les combats en cours, dont celui des retraites. La presse était également présente.

L'initiative a non seulement renforcé la confiance des grévistes présentes dans leur combat mais elle a aussi bizarrement convaincu le directeur des soins du CHU et la cheffe de pôle de venir rencontrer les grévistes… et alors que depuis plus de 15 jours tant l'ARS que la direction du CHU faisaient les morts, une réunion vient enfin d'être annoncée le 3 mars entre la direction de l'Ehpad et l'ARS visant à « *arriver à une adéquation entre les effectifs et les besoins en soins* »... En attendant, la lutte continue !

Isabelle Ufferte

Clinique Bordeaux Nord « Macron si tu savais, ta retraite, ta retraite... »

A la clinique Bordeaux Nord, depuis le 19 janvier, nous nous mobilisons aussi contre la réforme sur les retraites. Cela faisait longtemps que nous ne nous étions pas retrouvées devant la clinique ou en cortège jusqu'à une trentaine dans les plus grosses manifs.

Au-delà des retraites, c'est un ras-le-bol général qui s'exprime : des conditions de travail difficiles, l'impossibilité de prendre correctement les patients en charge, mais aussi les salaires qui stagnent avec le stress des fins de mois.

Depuis le début, une minorité de collègues s'organise dans les services pour faire grève tout en prenant les patients en charge, comme à la scintigraphie où les collègues ont stoppé les examens à partir de 11h le 31 janvier dernier, au Post Op, en Chimio, à la stérilisation en grève récemment pour leurs conditions de travail. D'autres viennent manifester pendant leurs jours de repos.

Si les plus anciennes sont en colère de voir leur départ à la retraite peut-être repoussé et savent déjà qu'elles ne pourront pas aller au bout (beaucoup, cassées par le travail, sont licenciées pour inaptitude avant), des plus jeunes ne voient pas de sens dans cette société où les actionnaires annoncent des bénéfices records et où il n'y aurait pas d'argent pour la santé, nos salaires et les retraites. Des discussions sur comment faire pour gagner.

Isabelle Larroquet

Orpéa : l'État et la CDC à la rescousse des actionnaires

Il y a près d'un an, le journaliste Victor Castanet dénonçait dans son livre, « *Les Fossoyeurs* », la maltraitance institutionnelle dans les Ehpads d'Orpéa. L'annonce avait alors fait chuter les actions du groupe endetté aujourd'hui à hauteur de 9,5 milliards et a entraîné le licenciement du directeur visé depuis par une enquête pour délit d'initié après avoir vendu près de 600 000 € d'actions juste avant la sortie du livre.

L'État par l'intermédiaire de la Caisse des Dépôts et Consignations s'est empressé de voler au secours du groupe aujourd'hui sous tutelle. Plus de 1,3 milliard sera injectédans l'entreprise dont 605 millions par la CDC.

Si en échange, le plan de sauvetage prévoit une diminution de la marge de l'entreprise par rapport aux profits engrangés avant le scandale, l'État n'a pas hésité à consacrer cet argent public à un groupe privé qui pendant des années a pourtant fait des profits faramineux (102 millions en hausse de 40 % au 1er semestre 2021).

Un exemple de plus qui montre l'urgence d'exproprier tous ces groupes de santé privée qui engrangent des profits sur le dos de l'Etat, des salariés et de la population, pour une santé publique au service de tous !

Monnaie de Pessac

NAO : la direction inquiète de la mobilisation

Les NAO ont démarré à la Monnaie en même temps que les premières journées de grève contre la réforme des retraites.

L'an dernier, après plusieurs débrayages en février, on a pu obtenir 2,8 % pour les contractuels et 2 % pour les ouvriers d'Etat, une première depuis longtemps. En juillet, alors que les ouvriers d'Etat ont bénéficié de l'augmentation du point d'indice de 3,5 %, nous avons obtenu une deuxième augmentation de 3 % pour les contractuels, alors que la direction expliquait que la mesure n'était qu'un « *rattrapage* » pour les salariés de statut public.

Du coup cette année, la direction avait préparé le terrain en expliquant dans ses graphiques que « *les salaires ont suivi l'inflation* » ! Mais nous n'avons pas la même comptabilité. Dans les ateliers, ça discute largement de l'augmentation de 15 % de l'électricité et du gaz, du prix du caddie au supermarché au-delà des 10 %, du prix du carburant pour venir travailler et qui flambe… Des augmentations bien au-dessus du chiffre officiel de l'inflation à 5,9 % sur l'année 2022 !

Les syndicats des les établissements de Pessac et Paris ont appelé à deux débrayages, en plus des journées de grève sur les retraites.

Au niveau des ouvriers, la mobilisation a été importante dans les deux cas. Nous étions plus de 70 % en grève le 31 janvier avec une quarantaine de collègues dans le cortège, tous statuts confondus.

La direction a au final lâché une augmentation de 6 % pour les petits salaires, avec talon à 120 € et une augmentation plus faible pour les ouvriers d'Etat de 1,5 %, tout en écartant pour le moment une dizaine d'entre eux sur Paris qui dépassent le plafond qu'elle a fixé.

Sur Pessac, vu les écarts de salaires entre les différents statuts, les collègues étaient contents de la mesure pour les plus bas salaires qui s'additionne à l'augmentation de juillet. A l'AG, plusieurs ont exprimé l'idée que les débrayages sur la NAO comme les manifs sur les retraites ont rendu la direction inquiète et qu'il ne faudra pas se priver de remettre ça en cours d'année vu les hausse de prix qui s'annoncent. A suivre…

Laurent Delage

Après un mois de grève à Sanofi

En novembre a démarré une grève sur l'ensemble des 17 sites, 15 en même temps avec entre 2500 et 4000 salariés en grève, ouvriers (où la CGT est majoritaire) mais aussi agents de maîtrise et cadres.

Une grève contre les profits

C'est parti des NAO, pour une augmentation de salaire afin de maintenir le pouvoir d'achat par rapport à 2021, l'augmentation de la prime d'ancienneté, des réductions du temps de travail et la titularisation de 4000 précaires.

Mais c'était aussi l'expression d'un ras-le-bol généralisé, une grève contre la politique de cette multinationale de la pharmacie.

Son seul but affiché est la profitabilité maximum, plus de dividendes pour ses actionnaires.

Il faut que tout rapporte en rationalisant et en fermant des sites (avec un pic de plans sociaux en 2016 - par exemple à Ambarès, 100 départs pour 15 recrutements-), en mettant des activités en sous-traitance, en intensifiant le travail et le mal être, les maladies professionnelles.

Pour « *faire des économies d'échelle* », la production a été délocalisée, pour une part en France. 1/3 des produits ont été vendus ou abandonnés en 5 ans. Le Doliprane produit il y a 10 ans en France l'est à 80 % en Inde et en Chine. Sans stock, les ruptures de médicaments se multiplient.

Les 36 milliards de profits du groupe sont aussi le produit d'aides publiques. 150 millions d'euros par an depuis 10 ans de Crédit Recherche Impôt avec la suppression de 3000 des 6000 chercheurs dans le même temps !

« *Ici, c'est la démocratie* »

C'est par ce slogan que des salariés qui voulaient se méler de l'organisation du travail ont répondu à un DRH d'Ambarès qui leur a dit « *la démocratie s'arrête à la porte de l'usine* ». Ils l'ont affiché sur la tonnelle devant l'usine où durant un mois se sont retrouvées de façon conviviale jusqu'à 150 personnes qui débrayaient et leurs soutiens. Un salarié a résumé en disant : « *Ici, je vis* » !

La Direction du groupe a dû céder 1 % d'augmentation pour 2022, 400 € de prime, 4 % pour 2023 pour les non cadres et 3 % pour les cadres avec 1 % d'augmentation individuelle et 250 recrutements. Loin du compte mais un acquis.

Elle a aussitôt licencié un militant CGT de Montpellier (pour une absence de note de frais !) et convoqué à des entretiens disciplinaires avec menace de licenciement 2 autres délégués. Le délégué syndical central d'Ambarès l'a été aussi, à quelques jours de sa retraite, pour non présentation à une visite médicale un jour de grève…

Un rassemblement national a eu lieu le 5 janvier sur le site de Le Trait près de Rouen. La lutte continue.

Mónica

Cenon : soutien du bout des lèvres du maire à la mobilisation

La bataille qui s'est engagée contre la réforme des retraites s'est invitée au conseil municipal de Cenon, à la veille de la manifestation du 31 janvier qui s'annonçait encore plus forte que celle du 19. Mais les échos de la révolte et du mouvement ont eu bien du mal à pénétrer ce cadre feutré et corseté, la majorité municipale (PS-PC-Verts et une élue FI) proposant une motion dans laquelle elle « *souhaitait exprimer son inquiétude sur la réforme des retraites* », poussant le radicalisme jusqu'à conclure : « *Pour toutes ces raisons et face à l'obstination du Président de la République et de son gouvernement, il existe aujourd'hui un front du refus des élus du conseil municipal de Cenon* » !

Nous avons proposé avec l'élu d'opposition LFI, une motion clairement pour le retrait de la réforme, pour que la municipalité soutienne la mobilisation et les grèves de la population et de ses agent.es jusqu'au retrait.

Le maire a préféré faire alliance avec le groupe d'opposition (d'obédience de droite et Renaissance qui ne disent pas leur nom), après l'avoir convaincu avec l'appui du PC de ne pas citer la loi de la socialiste Touraine, déjà votée, qui instaure les 43 annuités à partir de 2027.

Seuls les élu.es Verts ont voté notre motion, qui a recueilli 6 voix.

Christine Héraud

CGI, Cap Gemini, Atos... même combat

A CGI, Capgemini et Atos, l'exploitation est la même : salaires trop bas, cadences toujours plus intenses dans de nombreux projets. Changer de boîte ne résoudra rien. Les patrons cherchent à nous diviser et craignent notre unité, comme dans les dernières manifestations où nous faisons cortège commun. C'est maintenant, alors que les entreprises informatiques cherchent à embaucher, que nous sommes en position de force. Nous devons nous unir entre travailleurs de l'informatique pour exiger des salaires dignes. L'exploitation est la même partout !

La mobilisation grandit à CGI

Avec une soixantaine de grévistes le 31 janvier et une cinquantaine pour celle du 7 février, la mobilisation à CGI est un succès. Elle continue de s'élargir et d'entraîner de nou-velles personnes, beaucoup participant pour la première fois à une grève ou une manifestation.

Il est maintenant crucial de continuer à intensifier le mouvement. Les AG rassemblent de plus en plus de monde mais nous devons continuer à convaincre les personnes autour de nous afin d'être encore plus nombreux. Ce qu'on veut, c'est de bons salaires pour une bonne retraite !

Dans l'enseignement privé aussi... en lutte contre la réforme des retraites

Dans le privé, fait inhabituel, l'ensemble des syndicats CFDT, CGT, CFTC mais aussi jusqu'au plus corporatiste comme le SPELC a appelé aux journées de grève et à participer aux différentes manifestations avant les vacances de février. Une unanimité syndicale qui en dit long sur la profondeur du rejet de cette réforme injuste tant parmi les enseignants que les AESH ou parmi les personnels éducatifs et administratifs de droit privé.

Des réunions se sont tenues dans plusieurs établissements, et comme partout les discussions sur les retraites ont été l'occasion de poser l'ensemble des problèmes qui rendent le travail insupportable : salaires, conditions de travail, précarité... mais aussi des inégalités et des profits des multinationales. Loin de convaincre, les mensonges du gouvernement n'ont fait qu'alimenter le sentiment d'injustice et de colère face à cette nouvelle attaque.

Cela a permis d'entraîner plus de collègues dans la grève et notamment certains pour lesquels c'était la première fois. Malgré les pressions, des personnels éducatifs comme des personnels administratifs de droit privé se sont aussi mis en grève dans certains établissements...

Autre nouveauté pour beaucoup, l'envie de se retrouver pour manifester ensemble ce qui a permis de constituer un petit cortège le 31 janvier avec des collègues de différents établissements privés, ce qui n'était pas arrivé depuis 2010.

Reste maintenant le problème de préparer au retour des vacances l'étape suivante, la journée de grève du 7 mars et après...

Bruno Bajou

Guyenne Handi Nage : 1 Mairie de Bordeaux : 0

Guyenne Handi Nage (GHN), club handisport de natation loisirs et compétitions, avait deux créneaux d'utilisation des piscines, les lundis au Grand Parc et vendredis à Tissot.

Le 19 décembre 2022, la piscine du Grand Parc a fermé pour travaux jusqu'au 31 aout 2023. La piscine de Galin, elle, vient de rouvrir ses portes le 9 janvier après huit ans de fermeture. La mairie de Bordeaux via son service des sports a décidé de réorganiser les créneaux et les lieux d'entrainements en attribuant une piscine par club.

Nous, à GHN, on a gagné la piscine de Galin les lundi, jeudi et samedi. Elle est neuve et aux normes, dixit la mairie.

Si certains nageurs disent qu'ils n'iront pas à Galin pour diverses raisons, avec d'autres, nous nous sommes rendu compte, renseignements pris, que le bassin de 25 m est à l'étage.

Nous nous déplaçons en fauteuils roulants (manuel ou électrique) ou avec des difficultés pour marcher (mal marchant) ou aveugle… handicapés, quoi. Il y a bien un ascenseur mais il ne prend qu'un fauteuil par montée et descente (8 fauteuils le lundi et 5 le vendredi plus les mal marchants). Alors, avant que GHN ait son rendez-vous pour visiter Galin le 6 janvier, à quelques nageurs, nous avions écrit en décembre au maire de Bordeaux et à quelques élus.

Le 6, sont à la visite la présidente du club, deux nageurs en fauteuil, la commission Handicap de la Ville et un responsable des clubs de natation.

L'entrée à la piscine est normale. Ouf ! Nous ne verrons pas les vestiaires situés au RDC. Là, on aurait dû se méfier. Dans un coin, un ascenseur réservé, moderne, l'accompagnateur fait des commentaires « *ça grince drôlement* ». Le nageur rassure « *oui, mais c'est parce que c'est neuf* ». La sortie de l'ascenseur soulage l'accompagnateur, le nageur aussi. Arrivée sur un palier assez étroit. A gauche, la piscine. On la verra après ; elle est belle. A droite, le vestiaire PMR (Personne à Mobilité Réduite) aux normes, sur le papier, mais certainement pas les nôtres. Un fauteuil électrique ne rentre que dans la cabine de déshabillage la plus grande... mais la porte ne se ferme pas. Un fauteuil manuel lui rentre, mais la porte ne ferme pas non plus. Il n'y a pas de barre de maintien. Les aveugles ont intérêt à être grands... leurs casiers sont en haut. Et on ne parlera pas de la douche. Les grooms sont si serrés qu'ouvrir une porte devient compliqué. Il y a bien un lavabo, mais il est trop haut. Pas aux normes réglementaires même pour la commission handicap.

Là, on demande « *et les vestiaires collectifs ?* ». La réponse : c'est ce que l'on vient de voir ! Vous voulez dire que filles et garçons se changent ensemble ? qu'il faut tenir 12 dans 2 cabines ? « *Oui je sais que vous êtes 8 en fauteuils le lundi* » dit le responsable de la natation.

Là, il part vite, portable en main. Il sent bien que Galin n'est pas fait pour GHN... malgré les normes sur le papier et les réunions bidon de consultation. Jamais ces gens-là n'ont envisagé de nous consulter, les principaux concernés, avant de réaliser leurs aménagements.

Du coup, on a obtenu deux créneaux le mardi et le vendredi à Tissot. On a gagné... au prix de beaucoup de colère et d'inquiétudes qu'on leur a bien fait sentir. Conclusion : On a toujours intérêt à prendre nos affaires en main.

Correspondante

On ne se nourrit pas de promesses...

Bel effet d'annonce : Gleyze, président du département, va expérimenter une « *sécurité sociale alimentaire* » en partenariat avec la ville de Bordeaux. Il l'a annoncé lors de ses voeux à la presse, mi-janvier, l'accompagnant d'une envolée frisant avec l'anticapitalisme : « *Comme le montre l'économiste Thomas Piketty, les quelques milliardaires que compte la France ont généré plus de 200 milliards d'euros de richesses en 2022. Il faut aller prendre l'argent où il est !* ».

La situation est dramatique pour des millions de gens qui ne peuvent plus se nourrir qu'avec l'aide des associations. Cette situation s'est encore aggravée avec l'inflation qui a atteint près de 13 % en 2022 pour les produits alimentaires, et 15,5 % pour « un chariot type », y compris pour les produits de base : huile de tournesol +114 % ; boite de thon +35 % ; sucre en poudre +28 % ; beurre, yaourts, emmental +20 % (cabinet IRI).

Certes, cette situation dépasse largement les moyens du département pour y faire face, mais l'annonce ressemble déjà à un flop : le projet, après étude d'un an, promet d'aider en 2024 le secteur associatif humanitaire, les épiceries sociales et solidaires, et des agriculteurs... sans qu'aucun budget ne soit prévu pour l'instant.

Pour nourrir correctement toute la population, il faudra effectivement « *aller prendre l'argent où il est* », et des méthodes plus autoritaires contre les profiteurs de l'inflation, grande distribution, groupes de l'agro-industrie et capitalistes en tous genres.

F.M.

Pas de chauffage... Inadmissible !

Les habitantes d'une tour de Lormont n'en pouvaient plus de problèmes de chauffage persistants, avec parfois 10° dans les appartements.

Le bailleur Clairsienne, après de multiples réclamations individuelles et collectives, avait fini par prêter aux locataires qui le demandaient un petit chauffage d'appoint par ménage, ou, s'ils l'achètent eux-mêmes, le remboursement à hauteur de 100 € !

Ne supportant plus cette indifférence et ce mépris, des locataires m'ont contactée en tant qu'élue. Nous nous sommes réunies à une dizaine en janvier. Ensemble, elles ont rédigé et fait signer dans la résidence une pétition pour demander réparation et jouir de conditions de vie décentes qui dénonçait le chauffage inexistant depuis 3 hivers, des problèmes d'eau chaude constants, des moisissures.

Elle se terminait : « *En rappelant que des travaux de réfection du réseau de chauffage ont été entrepris tout l'été pour être opérationnel en octobre 2022 sans succès, nous exigeons réparations pour les dommages causés.*

Les résidents de la tour Athènes exigent que les choses bougent rapidement sous peine de faire appel à un huissier afin de geler les loyers jusqu'à ce que réparations complètes soient faites ».

Suite aux nombreuses signatures dans la tour et d'autres du même bailleur, le chauffage est enfin revenu en février. Le bailleur a répondu par un courrier à tous les locataires qu'une indemnité de 50 à 129 € serait versée pour la gêne occasionnée… après une augmentation de loyer fin janvier !

Pour les locataires, c'est très insuffisant même si c'est le produit de leur mobilisation. Elles continueront à revendiquer une véritable compensation financière et des travaux pour bénéficier réellement du chauffage et de l'isolation indispensables.

M. Casanova,
élue à Lormont

Keolis-Métropole : le parasitisme des délégations de service public

2,2 milliards... c'est la somme que va verser la Métropole à la multinationale Keolis pour un renouvellement de contrat au 1er janvier 2023. Elle lui offre ainsi la continuation de l'exploitation du réseau « Tram Bus Métropole », TBM, jusqu'en 2031. Une sacrée hausse, le contrat précédent s'élevait à 1,7 milliard. La Métropole espère recouvrer un tiers de la somme en encaissant les recettes des abonnements et billets. Le reste est financé par nos impôts.

Pour justifier cette hausse de près de 30 %, les dirigeants de Keolis et de la Métropole évoquent la maintenance des plus vieilles lignes de tram, qui ont vingt ans. Ils ont mis quelques promesses sur la table... mais en réalité, il n'y aura qu'une augmentation de 13 % du nombre de kilomètres desservis. Un beau différentiel au profit de Keolis.

Magie de la com', deux nouvelles liaisons de tram sont annoncées... mais sans construire de nouvelles lignes ! il s'agit seulement de deux aiguillages pour permettre des redirections sur les lignes existantes, par exemple passer de la C à la A sans descendre de tram. Sept lignes de bus express sont prévues... si la Métropole finance la construction des voies réservées. Keolis promet quand même 500 nouveaux vélos et 4 navettes fluviales.

Toujours dans la com', la Métropole se félicite d'un changement de statut de l'entité Keolis à Bordeaux qui deviendrait « *la première entreprise à mission du secteur de la mobilité* », un statut récent qui implique quelques engagements sociaux et environnementaux et qui peut permettre d'accéder à des aides pour la transition environnementale.

La mission principale de Keolis reste bien de faire du profit à travers l'exploitation d'un service indispensable à la population. Keolis est une multinationale de plus de 60 000 salariés, détenue à 70 % par la SNCF et à 30 % par la Caisse de dépôt et placement du Québec. Elle s'est spécialisée dans les accords avec les collectivités locales qui prennent en charge les investissements, tandis qu'elle s'occupe de la gestion, pour limiter les capitaux à mobiliser.

Autre spécialité maison : des manoeuvres financières qui consistent à drainer la trésorerie importante générée par cette activité vers la maison mère, pour faire apparaitre le plus souvent des résultats négatifs ou juste à l'équilibre pour les filiales des différentes villes... ce qui exerce une pression sur les pouvoirs publics (voir un article du blog de Médiapart : https://blogs.mediapart.fr/arlette-charlot/blog/270119/keolis-un-bel-embrouillamini)

Depuis des années, elle accumule ainsi une progression plus rapide des bénéfices que du chiffre d'affaires... Un résultat obtenu aussi par la pression sur les salariés, mal payés et avec des horaires difficiles, ce qui se traduit ici par une difficulté à recruter des conducteurs... ce qu'elle a répercuté sur les usagers, en diminuant la fréquence des trams et des bus.

Un véritable parasitisme capitaliste sur le dos du service public, que les dirigeants de la Métropole entretiennent en toute connaissance.

F.M.

Un cortège féministe dans les manifestations

Difficile de passer à côté : depuis le début de la mobilisation contre la réforme des retraites, l'AG féministe de Gironde anime un beau cortège avec le planning familial.

Dès la première manifestation, il était évident pour l'AG féministe qu'il fallait apparaître de manière claire afin de joindre les revendications féministes au reste du mouvement.

L'un des slogans débute par « *Carrières hachées, temps partiel imposé* » pour mettre en évidence que les femmes sont les grandes perdantes de cette réforme des retraites et qu'une grande majorité d'entre elles devra bien tenir jusqu'à 67 ans si elles veulent une retraite à taux plein. Un autre slogan repris avec vigueur : « *Égalité salariale, la seule réforme qui vaille* » souligne le fait qu'avec des salaires souvent bien en dessous de ceux des hommes, les femmes sont fragilisées et précarisées, ce qui aura des conséquences dans le montant des pensions de retraite.

Ce cortège plait au delà des rangs des militantes féministes puisqu'il grossit manifestation après manifestation. A l'image des cortèges féministes partout en France, celui-ci est joyeux, dynamique, déterminé, festif et radical. De nombreuses jeunes femmes et quelques hommes entonnent avec enthousiasme « *c'est pas le patronat qui fera la loi, c'est bien la rue qui décidera* ».

Grâce à cette apparition, de nombreuses filles ont déjà rejoint l'AG féministe de Gironde pour construire les prochaines dates de mobilisation.

La prochaine échéance en préparation est celle du 8 mars. Depuis plusieurs mois l'AG féministe est sur le pied de guerre pour construire la grève féministe. Avec le mouvement tout est chamboulé, tout doit être repensé et c'est pour le mieux !

Bientôt, plusieurs milliers de voix chanteront à la fois « *Qui va faire la vaisselle ? Nous on fait la révolution !* »

Chloé

L'extrême droite attaque une nouvelle fois le planning familial

Dans la nuit du 7 au 8 février, un individu ou groupe d'individus s'est armé de son plus grand courage d'identitaire pour aller taguer le local du planning familial. Les dernières activités du planning portant sur la contraception masculine semblent donner des sueurs froides à ceux qui aiment jouer la virilité. Cet énième tag, non revendiqué, s'ajoute aux nombreux autres dont a été victime le planning au cours de ces dernières années.

Ces attaques et les menaces de l'extrême droite s'accélèrent à Bordeaux : apparition lors de la Marche des Fiertés, menaces sur des groupes défendant les minorités sexuelles et identitaires, tag des locaux de l'ASTI et de la CIMADE (associations défendant les droits de personnes migrantes) et de l'UL CGT de Mérignac.

La marque de l'extrême drotie est claire : il faut faire taire ceux et celles qui défendent la liberté de circuler, la liberté de disposer de son corps et de jouir de la sexualité comme on l'entend.

Ces attaques se déroulent dans l'impunité la plus totale car même si le groupe « Bordeaux Nationaliste » a été dissout par Darmanin début février, les attaques n'ont visiblement pas cessé. Qui aurait pu croire qu'elles cessent de toute façon ? Les idées de l'extrême droite nourrissent la politique du gouvernement et inversement, personne n'est dupe de ces manœuvres.

Aujourd'hui, l'extrême droite entend se donner une image populaire exprimant, pour une partie d'entre elle, son rejet de la réforme des retraites par exemple. Mais cet opportunisme ne saurait cacher son vrai visage : une idéologie liberticide que des petits nervis défendent dans la rue et d'autres à l'Assemblée nationale. Une politique qui postule à servir les patrons contre la majorité de la population.

Le NPA exprime sa plus grande solidarité avec le planning familial de la Gironde.

Nous ne nous laisserons jamais intimider par l'extrême droite.

Chloé

Urgence pour les collectivités !

Les orientations budgétaires se discutaient au conseil municipal de Cenon du 30 janvier. L'explosion des dépenses liées à la flambée des prix de l'énergie a été au cœur du débat, alors que les recettes sont en recul. « *Toutes les options sont mises sur la table* », a déclaré l'adjoint aux finances. « *Faut-il réduire l'offre de service public en fermant des équipements un jour, deux jours par semaine ? Faut-il fermer certaines passoires thermiques (bâtiments publics) les mois d'hiver ? Faut-il baisser les subventions aux associations ? Devons-nous nous séparer d'une partie du patrimoine municipal ?* » Autant d'options envisagées qui vont se faire au détriment du service public de proximité et de la population. Dans les différentes mesures d'économie, il est bien spécifié qu'il n'y aura « *pas de moyens supplémentaires en personnel* », une option qu'apprécieront les agents dont les salaires sont aussi « *contraints* » par les économies de fonctionnement que l'Etat impose aux communes depuis des années.

Les budgets des collectivités sont de plus en plus impactés par la baisse des dotations de l'Etat. Au nom de la « *réduction des déficits publics* », c'est-à-dire du paiement de la dette abyssale fortement aggravée par le « *quoi qu'il en coûte* » aux grands groupes capitalistes, elles sont contraintes à des coupes claires. Depuis 2020, ces budgets sont fortement mis à mal par le surcroit de dépenses liées au COVID, aujourd'hui à l'l'inflation et particulièrement à l'explosion des prix de l'énergie.

Dans le projet de loi de finance (PLF) 2023, le gouvernement a été contraint d'augmenter la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour la première fois depuis 13 ans, à hauteur de 320 millions, une somme dérisoire au regard des cadeaux aux profits privés, comme la suppression de la CVAE des entreprises (la taxe sur les profits) en 2023. Elle sera compensée par une part de TVA, cet impôt injuste qui pèse plus lourdement sur les plus petits revenus.

Les budgets ne répondront aux besoins de la population, des plus petites communes à l'Etat, que quand les travailleur.es en prendront le contrôle !

Christine Héraud

Dissolution de «Bordeaux Nationaliste»... et concurrence réactionnaire

Le 1er février, Darmanin a annoncé la dissolution administrative de « Bordeaux Nationaliste », son communiqué indiquant que « *ce groupement promeut une idéologie xénophobe et témoigne de sa proximité avec des personnes ou des structures connues pour leur antisémitisme et négationnisme* ».

Darmanin a répondu à la demande des maires de Bordeaux et Pessac après les démonstrations racistes de ce groupe et ses actions violentes en juin 2022, dans le quartier Saint-Michel et contre la Marche des fiertés, et des soupçons de tags sur de nombreux locaux militants et à l'université.

Darmanin fait mine de ne pas être complaisant avec les groupuscules fascisants, même s'il sait qu'ils se reconstitueront sous une autre étiquette, avec la même idéologie moisie. Mais sa seule boussole est de construire sa propre ascension comme leader potentiel d'un bloc autoritaire et réactionnaire.

Et en terme de racisme, il joue dans une toute autre catégorie que les groupuscules qu'il prétend affaiblir. Le projet de loi immigration qu'il a présenté au Conseil des ministres le 1er février durcit brutalement la criminalisation des migrant·e·s et des sans-papiers : systématisation des OQTF (obligation de quitter le territoire français), inscription au fichier des personnes recherchées, légalisation de la prise d'empreintes de force, multiplication des lieux d'enfermement, comme la construction d'un CRA de 140 places à Mérignac.

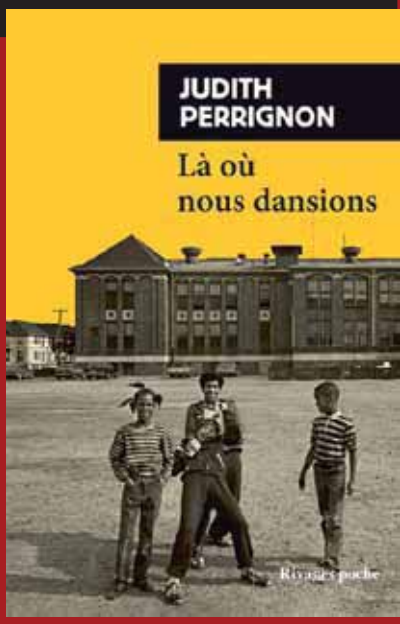
Début décembre, Darmanin déclarait pour préparer le terrain à son projet de loi : « *on veut ceux qui bossent, pas ceux qui rapinent* ». La crasse raciste s'étale, elle rejoint le mépris contre tous les travailleurs, dans une même volonté de division et de soumission du monde du travail. Notre réponse commence à se faire entendre au coude à coude dans la rue, la seule qui fera taire les racistes groupusculaires ou dirigeants de l'Etat.

F.M.

A lire

Là où nous dansions

Judith Perrignon, éditions Rivages Poche



1935, 1960, 1976, 2013… ces dates rythment l'histoire d'un quartier de Detroit, *Brewster Douglass Projects*. Cette cité avait été construite à partir de 1935, dans le cadre du New-Deal de Roosevelt, pour loger les familles de prolétaires noirs de l'industrie automobile alors florissante.

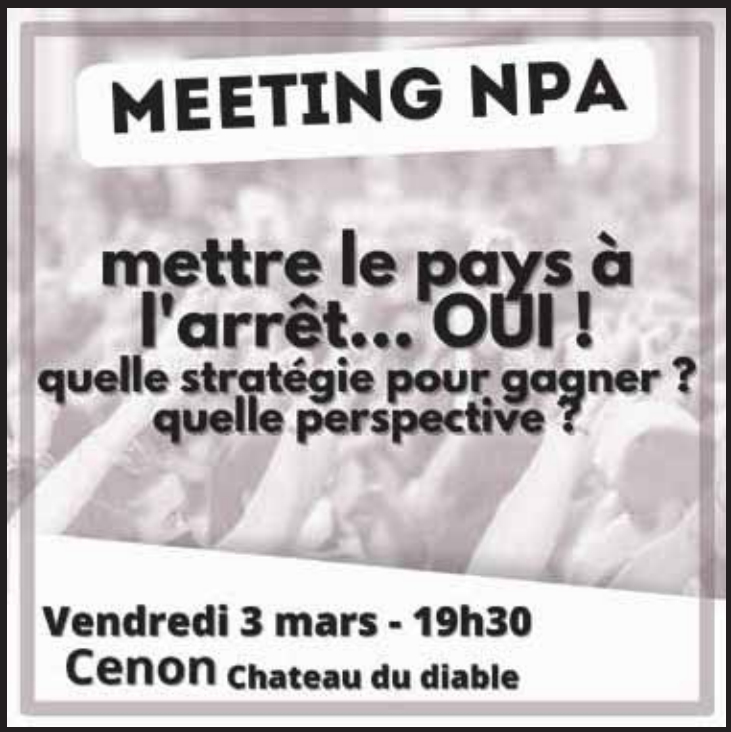
En 2013, seule une tour abandonnée, où nichent des aigles, subsiste de ce quartier devenu un terrain vague au sein d'une ville dévastée par la désindustrialisation, parsemée de ruines industrielles, de maisons abandonnées pour la plupart incendiées. Le cadavre d'un jeune blanc y est découvert et l'enquête échoit à deux flics. Ira est noir, en fin de carrière. Il est né et a vécu dans ce quartier avant sa démolition. Sarah est blanche, jeune, et vit dans une des banlieues pavillonnaires où s'est installée la classe moyenne blanche qui a déserté la ville.

L'enquête est l'occasion pour l'auteure de décrire la vie des habitants de ce quartier, son évolution, de la joie des débuts d'accéder à un confort inespéré, au vide dramatique de la fin. Le tout sur fond de racisme, de discrimination sociale, de surexploitation dans les usines de Ford, Chrysler ou General Motors. Sur fond de musique également, celle de la Motown, maison de disque à l'origine de l'explosion de la soul, celle du groupe The Supremes de Diana Ross…

La décadence de la cité accompagne la dégradation des conditions de vie de ses habitants, en particulier après les années 1970, début de la délocalisation massive de l'industrie automobile. La mairie prendra prétexte de la délinquance qui y sévit pour lancer sa démolition.

Ce livre de Judith Perrignon est le produit d'une enquête de journaliste de plusieurs années auprès d'anciens habitants du Brewster Douglass Projects. L'enquête concerne un meurtre véritable, celui d'un jeune artiste français, Bilal Berreni, assassiné en 2013 par des jeunes totalement paumés. Les deux flics, Ira et Sarah, existent eux-aussi. Vers la fin du livre, la description par l'auteure des fresques monumentales du Detroit Institut of Art dans lesquelles Diego Rivera a décrit l'enfer de l'exploitation dans les usines Ford est une des multiples expressions de sa profonde solidarité avec les personnages bien réels dont elle retrace l'histoire.

Daniel Minvielle



Avec Yvan Lemaitre, de la direction du NPA, et des militant·e·s des luttes

Réunion-débat du NPA 33

Iran, les femmes, force motrice du soulèvement social

Samedi 4 mars à 16h00
salle Saumenude
16 rue Saumenude - Bordeaux